

# Crise humanitaire de Yumbi

Rapport de situation No.1 (21/03/2019)



Ce rapport est produit par OCHA RDC en collaboration avec les membres du CLIO Yumbi. Il couvre la période du 8 février au 18 mars 2019. D'autres numéros seront publiés pour présenter une mise à jour en fonction de l'évolution de la situation.

## Faits saillants

- Plus de 11 000 personnes réfugiées en République du Congo et plus de 9 500 déplacées dans les villages, ilots et forêts avoisinants, y compris dans la province de l'Equateur. Entre janvier et mars 2019, le total cumulatif des retours de PDI et réfugiés atteint plus de 5 400 personnes.
- La phase de réponse immédiate de 3 mois cible plus de 15 000 personnes (déplacés, retournés et familles d'accueil) et requiert un budget de US\$ 8,9 millions avec US\$ 6,2 millions déjà mobilisés, soit 69%.
- Le Fonds Humanitaire a approuvé une allocation en faveur de la réponse à la crise de Yumbi à hauteur de US\$ 1,4 millions.

## Chiffres clés (à la date du 21/03/2019)

**11 143**

Réfugiés en République du Congo<sup>1</sup>

**9 618**

Déplacés internes dans les villages, ilots et forêts avoisinants<sup>2</sup>

**5 418**

Retournés à Yumbi et dans les localités le long de l'axe Yumbi - Bolobo<sup>3</sup>

**US\$ 2.6M**

Gap de financement phase de réponse immédiate de 3 mois

## Contexte

- La situation humanitaire à Yumbi est préoccupante suite aux affrontements ayant opposé les communautés Nunu et Tende entre les 16 et 18 décembre 2018. Le rapport de la mission d'évaluation inter-agences (OCHA, PAM, UNICEF, UNHCR, OMS, ACTED, NRC, OXFAM et CARITAS), qui s'est rendue à Yumbi du 28 janvier au 2 février 2019, indique que près de 12 500 personnes se seraient déplacées à Yumbi, dans les ilots, villages et forêts avoisinants, y compris dans la province de l'Equateur (territoire de Lukolela).
- Entre janvier et mars 2019 des retours timides ont été observés à Yumbi en raison de l'amélioration de la situation sécuritaire, de la présence accrue des acteurs internationaux et du Gouvernement, et du début des interventions humanitaires. Suite aux exercices de ciblage effectués par les acteurs humanitaires, le nombre de déplacés a été revu à 9 618 (1 603 ménages) et 5 418 personnes retournées (903 ménages). Ce chiffre s'ajoute aux 11 143 réfugiés qui demeurent encore en République du Congo.
- En réponse aux conditions de vie précaires des déplacés et des populations vulnérables de Yumbi, la mission a recommandé une assistance en deux phases. D'une part, en phase d'urgence de 3 mois une réponse rapide dans les secteurs prioritaires de sécurité alimentaire (vivres), AME/abris, santé/nutrition, EHA, protection et

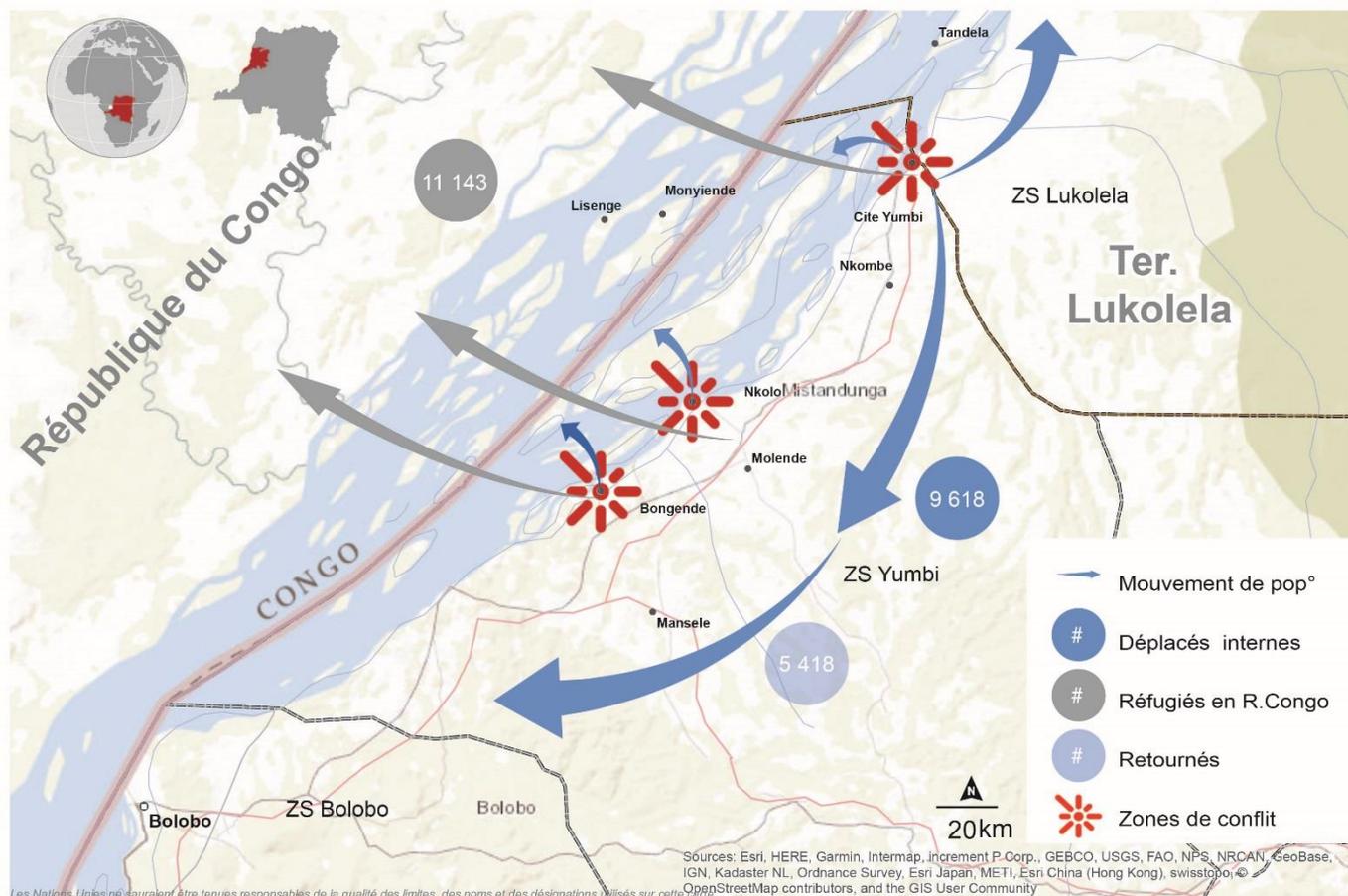
<sup>1</sup> Source : UNHCR Congo Brazzaville

<sup>2</sup> Source : Résultats ciblage acteurs humanitaires

<sup>3</sup> Source : Résultats ciblage acteurs humanitaires

éducation. Et d'autre part, en phase 2 une réponse prolongée de 6 mois dans les secteurs sécurité alimentaire (vivres/moyens de subsistance), abris (soutien à la reconstruction/réhabilitation des maisons détruites), santé/nutrition, EHA, éducation et protection.

- Considérant les besoins humanitaires à Yumbi et l'urgence d'y apporter une réponse rapide et efficace, l'Equipe Humanitaire de Pays (EHP) a décidé au cours de sa réunion du 8 février 2019 de mettre en place un Comité Local Inter Organisations (CLIO) basé à Kinshasa. Le CLIO a développé, en étroite collaboration avec les clusters et partenaires impliqués dans la réponse, un plan d'action en deux phases (3 et 6 mois) sur base des résultats de la mission et des données recueillies auprès des Clusters. Ce plan a défini les actions prioritaires, les ressources disponibles et les gaps par secteur.



## Plan de réponse - financement

- La phase de réponse immédiate de 3 mois dispose d'un budget de US\$ 8,9 millions avec US\$ 6.2 millions mobilisés, soit 69%. Les sources de financement comprennent les fonds propres des partenaires, Reflex, Start Fund, DREF, et le Fonds Humanitaire (US\$ 1.4 millions).
- Le budget de la phase d'urgence secondaire (6 mois) est de US\$ 10,6 millions sans projection de financement à ce stade. Le plan de réponse dans son ensemble (phases 1 et 2) comprend donc un budget total de US\$ 19,5 millions avec US\$ 6,2 millions mobilisés, soit 31%.

<b>Phase réponse immédiate – 3 mois (mars-mai 2019)</b>			
<b>Secteur</b>	<b>Budget (US\$)</b>	<b>Ressources</b>	<b>Lacunes (US\$)</b>
Sécurité Alimentaire	4 094 000	4 050 000	44 000
Abris	245 000	66 000	179 000
AME	278 702	250 000	28 702
Santé	1 159 365	624 000	535 365
Nutrition	696 887	408 000	288 887
EHA	362 588	354 189	8 399
Education	1 625 000	150 000	1 475 000
Protection (+VBG/PE)	449 000	333 000	116 000
<b>Total phase urgence</b>	<b>8 910 542</b>	<b>6 235 189</b>	<b>2 675 353</b>

- Le plan de réponse reste sous-financé. Bien que des interventions soient en cours ou prévues très prochainement dans les secteurs critiques des vivres, AME/abris, EHA, santé/nutrition et en protection de l'enfance, le niveau de sous-financement de la phase urgence (1) a un impact important sur les secteurs abris (abris en situation d'urgence, partiellement couvert), nutrition, éducation et protection.
- Les retours sur Yumbi sont encore timides, notamment concernant les réfugiés en République du Congo. La présence des acteurs humanitaires est certes un facteur favorable aux retours, mais ce retour sera aussi conditionné par le rétablissement des services sociaux de base, des moyens de subsistance et la reconstruction de logements. A l'heure actuelle, les projections de prochains financements sont néants et ne permettent pas de déclencher des interventions en appui au retour durable (phase 2). Par ailleurs, et tenant compte des tensions persistantes entre les communautés, peu d'initiatives sont en cours afin d'appuyer les efforts de dialogue intercommunautaire dans l'optique de renforcer la réconciliation et la cohésion sociale.

## Réponse en cours

La réponse de phase d'urgence a démarré avec les exercices de ciblage pour les distributions de vivres (Croix-Rouge RDC) et d'AME (ACTED) qui ont pris fin au courant de la première semaine de mars. Le ciblage par OXFAM est en cours pour les interventions en EHA ainsi que pour des interventions complémentaires en vivres.

### Sécurité Alimentaire

- Après avoir finalisé son ciblage et l'enregistrement des bénéficiaires, la Croix Rouge RDC a lancé les distributions de vivres le 13/03/2019. Ces distributions ont pris fin le 20/03/2019 et ont ciblé 3 187 ménages (sur ilots, dans villages d'accueil et à Yumbi) avec une ration d'un (1) mois (farine de maïs/riz, légumineuses, huile et sel). Les ménages ciblés comprennent des déplacés, retournés et familles d'accueil. Ces interventions se font avec l'appui du CICR et de la FICR.
- Les distributions en vivres par la CR-RDC, couvriront les besoins alimentaires des ménages les plus vulnérables jusqu'à mi-avril. Après cette date, le PAM assurera la couverture de deux mois supplémentaires. Les dispositions sont prises afin d'éviter la rupture d'assistance entre la fin de couverture par la Croix-Rouge et le début des distributions du PAM, prévues le 15/04/2019.

### Abris

- La Croix-Rouge RDC, avec l'appui de la FICR, prévoit un appui en abris en situation d'urgence pour 600 ménages. L'exercice de ciblage a été finalisé et les activités suivront prochainement lorsque le matériel sera acheminé vers Yumbi.
- La Croix-Rouge RDC envisage un éventuel appui complémentaire en abris pour soutenir les retours. Cette activité sera prise en compte dans la deuxième phase du plan de réponse.

## AME

- ACTED a finalisé le ciblage pour les interventions en AME et se positionne pour acheminer les kits AME standard pour 3 249 ménages très prochainement (financement Reflex). Une équipe est également déployée pour encadrer l'intervention.
- Cette assistance prendra en compte les 600 kits ménages acheminés par la FICR. Ces kits seront complétés par des articles ACTED afin d'assurer l'harmonisation du contenu des kits.

## Santé/nutrition

- Avec l'appui du Fonds Humanitaire, Magna prévoit le déploiement des équipes vers fin mars afin d'assurer l'accès aux soins de santé primaires à travers 3 cliniques mobiles qui desserviront les îlots et localités sur terre. De plus, Magna se charge de la distribution de kits d'urgence sanitaires individuels, kits d'accouchement, kits choléra, un suivi de la fièvre typhoïde, la vaccination de routine et l'assistance psychosociale. Magna compte également soutenir le HGR de Yumbi, CSR de Mansele et 6 centres de santé. Pour soutenir cette intervention, l'UNICEF disponibilise des intrants (ringer lactate, PEP kit) et l'OMS, des kits sanitaires d'urgence.
- Les intrants nutritionnels seront utilisés pour une première prise en charge de la malnutrition aigüe. Par ailleurs, un screening nutritionnel par ACF est attendu permettant de déterminer la nécessité d'une réponse nutritionnelle plus large dans la prise en charge des cas de malnutrition aigüe modérée et de malnutrition aigüe sévère.
- Les interventions Magna seront complétés par UNFPA, notamment dans la prise en charge des cas de viols, le screening obstétrical et la distribution de kits de santé de reproduction à travers les structures publiques.
- L'ONG GAPEC distribue 75 000 doses de Vitamine A et de Benzadol à la ZDS de Yumbi. La campagne de vaccination par la ZDS est prévue en avril.

## EHA

- Une équipe d'OXFAM est sur place à Yumbi pour les interventions sur financement Start Fund. Parmi les activités prioritaires, Oxfam a prévu un approvisionnement en eau d'urgence, une distribution de kits d'urgence et kits hygiène, la sensibilisation de populations à la promotion de l'hygiène/santé publique ainsi que la réhabilitation/construction de 15 forages et 20 latrines, douches avec station de lavage de mains pour 20 000 personnes. Oxfam bénéficiera d'un appui complémentaire du Fonds Humanitaire.
- La Croix Rouge RDC intervient à travers la distribution d'Aquatabs et des activités de sensibilisation à l'hygiène pour 600 ménages pendant 2 mois. En cas de besoin, l'UNICEF dispose d'intrants tandis qu'ACTED pourrait également acheminer des quantités d'Aquatabs et savon dont le volume reste à déterminer.

## Education

- Des interventions sont prévues sur fonds propres de l'UNICEF à travers AIDES (apprentissage temporaire, sensibilisation de reprise des cours, distribution des kits scolaires etc.).
- Une équipe AIDES prépare son arrivée à Yumbi munie d'un cargo de tentes (36) et de kits élèves/enseignants. Les kits seront achetés localement à Kinshasa.

## Protection (+VBG/PE)

- UNICEF a confirmé la disponibilité de US\$ 100 000 pour appuyer les activités de protection de l'enfance (psychosocial – à travers la mise en place d'espaces amis d'enfants mobiles, identification et prise en charge des enfants orphelins et non accompagnés (selon les besoins identifiés) et des enfants victimes de violence, y compris VBG). UNICEF a également fourni les kits PEP aux acteurs santé intervenant pour le volet prise en charge médicale des survivants de VBG .

- UNHCR a également confirmé la disponibilité de US\$ 35 000 pour appuyer la prise en charge psycho-sociale des adultes. Un accord est en discussion avec l'ONG les Aiglons. La CR-RDC est en train de former des formateurs pour mettre en place un réseau de soutien psychosocial en faveur de 600 ménages.
- Pour sa part, UNFPA compte mobiliser US\$ 18 000 pour financer la sensibilisation communautaire sur les causes/effets de la violence sexuelle et les activités spécifiques adaptées aux hommes/garçons.
- Avec le financement du Fonds Humanitaire, CDJP en collaboration avec Caritas Mbandaka mènera des interventions de cohabitation pacifique.

## Contexte de la crise

Le conflit qui a éclaté en décembre 2018 entre les communautés Nunu et Tende a pour cause profonde la méfiance autour du droit foncier coutumier et de l'accès aux ressources naturelles entre les deux communautés. Il s'agit des tensions récurrentes qui remontent à plusieurs décennies. En 1963, ces désaccords ont débouché sur des affrontements qualifiés de « guerre Moyen-Congo contre Lac Mai-Ndombe ». En 2006, de nouveaux affrontements ont éclaté entre les deux communautés.

Le conflit qui est à la base de la crise actuelle a éclaté le 16 décembre à la suite d'un différend au sujet des funérailles d'un chef Nunu à Yumbi, une région habitée majoritairement par le groupe ethnique Nunu mais qui compte également le groupe ethnique Tende. Les échauffourées qui ont opposé les deux communautés entre les 16 et 18 décembre 2018 auraient entraîné la mort d'au moins 890 personnes, majoritairement de la communauté Nunu et fait 82 blessés, selon le Bureau Conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme (BCNUDH).

## Pour plus d'informations, veuillez contacter :

**Dan Schreiber**, Chef de la section Coordination, [schreiberd@un.org](mailto:schreiberd@un.org), Tél. +243 (0) 817061204

**Ancel Kats**, Chargé des Affaires Humanitaires/ Coordonnateur CLIO, [kats@un.org](mailto:kats@un.org), Tél. +243 (0) 819889193

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur, [www.unocha.org](http://www.unocha.org) ou [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int)